الجمهورية الإسلامية الموريتانية

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur — Fraternité — Justice

MINISTÈRE DES FINANCES

CADRE DE DÉPENSES À MOYEN TERME MINISTÉRIEL

CDMT-m initial

2027 – 2029

AOÛT 2026

Table des matières

Liste des Tableaux 3

Liste des Acronymes 4

Contexte 5

Introduction 7

1. Structure programmatique du Ministère 8

1.1. Programme Support 9

1.2. Programme Douanes 10

1.3. Programme Trésor et Comptabilité publique 11

1.4. Programme Fiscalité 12

1.5. Programme Budget et gouvernance des entreprises publiques 13

1.6. Programme Gestion de la Dette Publique 15

1.7. Programme Inspection, Contrôle et Audit 15

2. Elaboration du CDMT-m du ministère 16

2.1. CDMT-m Tendanciel 16

2.2. Les initiatives nouvelles 19

2.2.1. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Support 19

2.2.2. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Douanes 19

2.2.3. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Trésor et Comptabilité Publique 20

2.2.4. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Fiscalité 20

2.2.5. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Budget et Gouvernance des Entreprises publiques 20

2.2.6. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Gestion de la Dette publique 21

2.2.7. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Inspection, Contrôle et Audit 21

3. CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 22

Liste des Tableaux

Tableau 1: Découpage programmatique du Ministère 8
Tableau 2: CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par : Programme / Action / Partie budgétaire 17
Tableau 3: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Support (2027-2029) 19
Tableau 4: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Douanes (2027-2029) 19
Tableau 5: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Trésor et comptabilité publique (2027-2029) 20
Tableau 6: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Fiscalité (2027-2029) 20
Tableau 7: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Gestion de la dette publique (2027-2029) 21
Tableau 8: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Inspection, Contrôle et Audit (2027-2029) 21
Tableau 9: CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par : Programme / Action / Partie budgétaire 22
Tableau 10: CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par Programme 24

Liste des Acronymes

CAS	Compte d'Affectation Spéciale
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CCR	Comité de Coordination de la Réforme
CDMT-g	Cadre de Dépenses à Moyen Terme Global
CDMT-m	Cadre de Dépenses à Moyen Terme ministériel
CE-CP	Crédits d'engagement-Crédits de paiement
CF	Commission fiscales
DAAF	Direction des Affaires Administratives et Financières
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique
DGTF	Direction Générale de la Tutelle Financière
DPBMT	Document de Programmation Budgétaire à Moyen Terme
EEP	Entreprises et Etablissements Publics
LEP	Loi des Entreprise Publiques
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
PLFR	Projet de Loi de Finances Rectificative
UPF	Unité de Politiques Fiscales

Contexte

Dans le cadre de la modernisation de la gestion publique, la Mauritanie a engagé une réforme ambitieuse de son système de finances publiques, en cohérence avec les orientations du programme du Président de la République, qui fait de l'optimisation de la gestion et du contrôle des finances publiques l'un de ses axes prioritaires.

Cette orientation a été également inscrite dans la Déclaration de politique générale du Premier Ministre devant l'Assemblée nationale, qui fait du renforcement de la gouvernance, dont les finances publiques constituent un levier essentiel, un axe majeur de l'action gouvernementale.

Cette réforme des finances publique s'est notamment traduite par l'adoption de la loi organique relative aux lois de finances n°2018-039 (LOLF), qui a posé les fondements de la transformation du cadre budgétaire national et exige le passage d'une logique de budget de moyens à une logique de budget-programme, davantage orientée vers la performance et les résultats.

Le passage d'une gestion budgétaire classique vers une gestion axée sur la performance permet d'assurer les objectifs suivants :

- Accroître la performance en orientant le budget vers les résultats ;
- Octroyer plus de liberté et de responsabilité aux gestionnaires budgétaires ;
- Alléger et simplifier les procédures de la dépense publique ;
- Donner plus de clarté aux choix stratégiques en renforçant la programmation budgétaire pluriannuelle ;
- Renforcer la déconcentration budgétaire pour favoriser une gestion de proximité répondant aux attentes des citoyens ;
- Maintenir la stabilité macro-économique ;
- Libéraliser l'économie et ouverture du secteur public.

Le décret, N°2019-196 portant modalités, procédures et calendrier de la programmation budgétaire, vient identifier les instruments de la programmation budgétaire à savoir :

- Le Document de Programmation Budgétaire à Moyen Terme (DPBMT) qui comprend le CBMT et le CDMT-g ;
- La circulaire de préparation de la loi de finances ;
- Les Cadres de Dépenses à Moyen Terme ministériels (CDMT-m).

La mise en œuvre effective de ces nouvelles dispositions s'est ensuite traduite par la circulaire n°00007 du 31 juillet 2026, qui a instruit l'ensemble des départements ministériels de procéder à l'élaboration de leurs Cadres de Dépenses à Moyen Terme Ministériels (CDMT-m) pour la période 2027-2029. Cette instruction constitue ainsi une étape opérationnelle importante dans l'appropriation du budget-programme par les différents départements ministériels.

Afin d'accompagner les départements ministériels dans l'élaboration de leurs CDMT-m, la Direction Générale du Budget (DGB) a développé un outil d'automatisation et a organisé des sessions de formation à l'intention des responsables de programme et des cadres concernés.

Dans ce cadre, le présent CDMT-M 2027-2029 a été élaboré à l'aide de cet outil. Toutefois, il convient de préciser qu'à ce stade, les dépenses de personnel ne sont pas intégrées dans la programmation. Leur prise en compte reste centralisée au niveau de la DGB, la version actuelle de l'outil ne permet pas encore leur intégration.

Introduction

Le Cadre des Dépenses à Moyen Terme ministériel (CDMT-m) est un outil de programmation des dépenses du ministère qui tient compte des indications de ressources communiquées par la circulaire de préparation de la loi de finances, et propose une ventilation à moyen terme des ressources entre les programmes et actions en vue d'atteindre des objectifs précis.

Le CDMT-m est aussi un moyen de plaidoyer pour la mobilisation des ressources en vue du financement des programmes, notamment lors des phases de pré-arbitrages et arbitrages budgétaires et renforce la préparation du budget annuel dans une approche pluriannuelle, lui donnant plus de crédibilité et d'efficacité.

Le CDMT-m est préparé annuellement et couvre une période de trois ans. Au bout de chaque année les projections du CDMT-m sont mises à jour et l'horizon de la période de projection est repoussée d'une année.

Le CDMT-m vise à :

- Assurer la discipline budgétaire globale ;
- Allouer les ressources de manière efficace ;
- Assurer une prestation efficiente des services publics ;
- Exprimer les besoins de financement des programmes et actions du Ministère, en relation avec les objectifs stratégiques visés ;
- Etablir une cohérence entre les objectifs stratégiques, les programmes et les actions ;
- Renforcer la cohérence entre les charges de fonctionnement et celles d'investissement en s'assurant notamment que les charges récurrentes engendrées par les dépenses en capital sont prises en compte ;
- Donner une bonne lisibilité des interventions du gouvernement sur le moyen terme ;
- Améliorer les conditions de préparation de la loi de finances.

Le CDMT-m est un document montrant la politique budgétaire du ministère, compte tenu des contraintes financières, et les objectifs de performance. Cette politique budgétaire repose sur un ensemble d'objectifs ambitieux visant à renforcer la performance économique, à améliorer la qualité de vie des citoyens et à assurer la soutenabilité budgétaire.

1. Structure programmatique du Ministère

L'activité du ministère est scindée en Sept programmes :

Tableau 1: Découpage programmatique du Ministère

Programme	Actions	Structures rattachées
P1: Support	Pilotage, appui et modernisation de l'administration	Cabinet ; Commission fiscales ; Direction de la programmation, des reformes et des Etudes
	Coordination administrative	Direction des affaires administratives et financières (DAAF), Agence Judiciaire de l'Etat
	Contrôle et suivi	Inspection Générale Interne
P2: Douanes	Pilotage, appui et modernisation de l'administration douanière	Direction Générale des Douanes
	Surveillance et sécurité	
	Mobilisation des recettes douanières	
P3: Trésor et Comptabilité Publique	Pilotage, appui et développement de l'administration du trésor public	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
	Moderniser le réseau comptable et renforcer le système d'information	
	Production, fiabilisation des comptes et gestion de la trésorerie	
	Exécution du budget de l'Etat et des collectivités territoriales	
P4: Fiscalité	Pilotage, appui et modernisation de l'administration fiscale	Direction Générale des Impôts; Unité de politiques fiscales;
	Enquête et contrôle fiscal	
P5: Budget et Gouvernance des Entreprises publiques	Pilotage, appui et modernisation du système d'information budgétaire	Direction Générale du Budget
	Programmation budgétaire	
	Contrôle et suivi de l'exécution budgétaire	
	Tutelle financière	Direction Générale de la Tutelle Financière
P6 : Gestion de la Dette Publique	Actualiser et mettre en œuvre la Stratégie de la dette à moyen terme (SDMT)	Direction de LA DETTE PUBLIQUE
	Rénover les pratiques d'enregistrement et de validation de la dette	
	Perfectionner la présentation des rapports et des analyses	
P7 : Inspection, Contrôle et Audit	Coordination du contrôle des structures de l'État	Inspection Général des Finances
	Audits, Inspection et Conseils	
	Suivi et Evaluation des Reformes finances publiques	

Pour mieux appréhender le contenu d'un programme et pouvoir calculer son coût, celui-ci est scindé en plusieurs actions. Ces dernières structurent et composent le programme, fournissant ainsi le cadre d'analyse de son contenu.

Chaque action est décomposée en plusieurs activités qui constituent le périmètre de l'expression des demandes de crédits pour un programme, et de la justification de ces demandes.

Ces actions et ces activités rendent plus lisible la politique publique portée par le programme, en explicitant ses grandes composantes.

1.1. Programme Support

Conformément à l'article 30 de la LOLF, le programme Support s'engage à soutenir les programmes opérationnels dans l'atteinte de leurs objectifs, il comprend tous les structures qui fournissent une assistance horizontale à tous les programmes.

Il comprend un ensemble de fonctions et d'activités liées à l'administration, qui sont principalement le pilotage, la gouvernance, la gestion des ressources humaines, la logistique, les affaires financières et juridiques ainsi que les achats publics et la communication. Le programme support est placé sous la responsabilité du Secrétaire Général du Ministère.

Les acteurs concernés par la mise en œuvre du programme Support du Ministère des Finances sont :

- Le Cabinet ;
- La Direction des Affaires Administratives et Financières ;
- L'Inspection Générale Interne ;
- La Direction de la programmation, des reformes et des Etudes ;
- La Commission Fiscale ;
- L'Agence Judiciaire de l'Etat.

Pour une plus grande efficience dans l'utilisation de ses ressources humaines et financières, le programme Support vise les trois objectifs suivants :

i. **Optimiser la gestion des ressources humaines** : La bonne gestion du personnel du Ministère est indispensable à la réalisation des objectifs

du département. L'action du programme support est donc fondée sur la meilleure utilisation possible des ressources humaines au service des programmes opérationnels.

ii. **Renforcer la gouvernance des fonctions support** : Une gouvernance efficace des fonctions support constitue un levier essentiel pour améliorer la performance globale du ministère. Le programme Support vise ainsi à renforcer les mécanismes de coordination, de planification et de suivi des activités transversales, telles que la gestion budgétaire, les achats publics, la logistique et les technologies de l'information. L'objectif est de garantir une allocation efficiente des ressources, une meilleure réactivité des services, et une plus grande transparence dans la gestion administrative.

iii. **Moderniser le contrôle interne** : Face aux exigences croissantes de redevabilité et de performance, le programme Support entend moderniser le dispositif de contrôle interne afin de mieux prévenir les risques, fiabiliser les procédures, et assurer la conformité des opérations. Cette modernisation passe par la clarification des rôles et responsabilités, l'automatisation de certains contrôles, ainsi que le renforcement des capacités des acteurs impliqués. Un contrôle interne efficace contribue à sécuriser la gestion des ressources et à appuyer la mise en œuvre des programmes du ministère.

1.2. Programme Douanes

Le programme Douanes est piloté par la Direction Générale des Douanes. Ce programme est chargé de trois missions principales à savoir les missions économique, fiscale et surveillance.

- La mission économique : elle consiste à faciliter les échanges commerciaux, à encourager les investissements dans le pays et à participer au développement de l'économie nationale.
- Mission fiscale : elle assure la perception des droits et taxes douaniers sur les importations et exportations de marchandises.

- Mission de surveillance : elle vise à lutter contre la contrebande, les trafics illicites et contribue à la protection de l'environnement et à la sécurité des citoyens et de la société.

Les objectifs du programme Douanes sont les suivants :

i. **Faciliter les opérations de dédouanement des marchandises :** La simplification des procédures et des opérations de dédouanement des marchandises s'inscrit dans le cadre des objectifs poursuivis par la Direction Générale des Douanes qui visent à faciliter le commerce extérieur et à réduire les coûts susceptibles d'être induits par les formalités douanières. La Direction Générale des Douane vise particulièrement optimiser les circuits de dédouanement à travers l'allégement des formalités, leur uniformisation et leur harmonisation. Ainsi la Direction Générale des Douanes vise à simplifier et à automatiser les procédures douanières dans l'objectif de réduire les délais de dédouanement, tout en assurant les opérations de contrôle douanier habituelles ;

ii. **Renforcer la surveillance des frontières et lutter contre la fraude commerciale :** La lutte contre la fraude et le contrôle des marchandises aux frontières sont essentiels pour protéger l'économie nationale et sécuriser les recettes douanières. Le programme Douanes vise à renforcer les dispositifs de surveillance en améliorant les moyens logistiques et humains des brigades douanières. Il s'agit aussi de mieux cibler les contrôles grâce à l'analyse de risque et à l'échange d'informations, afin de détecter plus efficacement les opérations frauduleuses et les trafics illicites.

1.3. Programme Trésor et Comptabilité publique

Le programme Trésor et Comptabilité publique est piloté par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Ce programme est chargé de la mobilisation des recettes publiques de l'État et des collectivités locales, il est également chargé de l'exécution de leurs dépenses conformément aux textes juridiques et à la réglementation en vigueur. Le programme prend en

charge la tenue des comptes de la Caisse des dépôts et consignations, de la caisse des retraites, des collectivités locales et des établissements publics. Le programme a pour mission d'élaborer les règles de la comptabilité publique, la recherche et la gestion des moyens de trésorerie et la gestion du portefeuille de l'Etat.

Le Programme Trésor et Comptabilité publique vise principalement l'atteinte des objectifs suivants :

i. **Renforcer la capacité financière de l'État et optimiser les recettes non fiscales :** Le programme Trésor et Comptabilité publique vise à mobiliser davantage de ressources internes, notamment à travers une meilleure identification et collecte des recettes non fiscales. Il s'agit de renforcer les capacités des services concernés, d'élargir l'assiette des recettes, et de fiabiliser les circuits de recouvrement. Une gestion plus rigoureuse et proactive de ces ressources permet de soutenir la soutenabilité budgétaire et d'améliorer la trésorerie de l'État.

ii. **Moderniser le cadre comptable et garantir la reddition des comptes :** La fiabilité et la transparence des finances publiques reposent sur un cadre comptable moderne et conforme aux normes. À ce titre, le programme soutient la réforme de la comptabilité publique, la mise à niveau des systèmes d'information comptables, et le renforcement des compétences des comptables publics. L'objectif est d'assurer une production régulière, sincère et exhaustive des états financiers de l'État, afin de garantir une reddition des comptes de qualité.

iii. **Améliorer la qualité des services :** Le programme veille, à la modernisation des services fournis aux citoyens et aux contribuables par le développement et la digitalisation de ces services.

1.4. Programme Fiscalité

Le programme Fiscalité est chargé de l'établissement de l'assiette, du contrôle, de l'action en recouvrement et du recouvrement de l'ensemble des impôts et taxes prévus par le code général des impôts. Il est également chargé

d'orienter, d'analyser et de suivre la politique fiscale en évaluant son impact économique et social.

Les acteurs concernés par la mise en œuvre du programme Fiscalité sont :

- La Direction Générale des Impôts ;
- L'Unité de Politiques fiscales.

Les objectifs du programme **Fiscalité** sont les suivants :

i. **Renforcer l'efficacité et la qualité des services fiscaux** : Le programme Fiscalité vise à améliorer le fonctionnement de l'administration fiscale en modernisant ses outils, en renforçant les compétences de ses agents et en simplifiant les procédures. L'objectif est de rendre les services fiscaux plus accessibles, plus réactifs et plus performants, au bénéfice des contribuables comme de l'État.

ii. **Lutter contre la fraude et renforcer le civisme fiscal** : La lutte contre la fraude fiscale est un levier essentiel pour sécuriser les recettes publiques et promouvoir l'équité devant l'impôt. Le programme met l'accent sur le renforcement du contrôle fiscal, l'exploitation des données fiscales, et la sensibilisation des contribuables afin de favoriser une meilleure conformité volontaire.

iii. **Garantir une fiscalité équitable et transparente** : Pour renforcer la confiance entre l'administration fiscale et les contribuables, le programme œuvre à la mise en place d'un système fiscal plus juste et compréhensible. Cela passe par la clarté des règles, l'équité dans leur application, et une meilleure information des citoyens sur leurs droits et obligations fiscales.

1.5. Programme Budget et gouvernance des entreprises publiques

Le programme Budget et gouvernance des entreprises publiques est chargé de l'élaboration des documents budgétaires et des projets de loi de finances dont il suit l'exécution, notamment en dépenses. Le programme est également

chargé du suivi financier des établissements publics, des sociétés à capitaux publique et autres organismes dans lequel l'Etat détient une participation.

Les acteurs intervenant dans programme Budget sont :

- La Direction Générale du Budget ;
- La Direction Générale de la Tutelle financière.

Les objectifs du programme Budget sont les suivants :

i. **Améliorer la qualité des prévisions et préserver la soutenabilité budgétaire** : Le programme vise à renforcer la qualité des prévisions budgétaires, en s'appuyant sur une meilleure coordination avec les acteurs sectoriels et sur l'utilisation d'outils de prévision plus fiables. L'objectif est de garantir une planification budgétaire réaliste et de préserver l'équilibre des finances publiques à moyen terme.

ii. **Mettre en œuvre la réforme budgétaire** : Le programme accompagne la transition vers une gestion publique axée sur les résultats, à travers l'application du budget-programme et de la programmation pluriannuelle. Il s'agit d'instaurer une culture de performance, en liant les allocations budgétaires aux résultats attendus, tout en respectant les nouvelles procédures de programmation et d'exécution budgétaires.

iii. **Améliorer la gouvernance et la performance des entreprises et établissements publics (EEP)** : Le programme Budget vise à améliorer la supervision financière, administrative et juridique des établissements public et veille à une utilisation rationnelle et légale des deniers publics.

iv. **Moderniser le cadre national de normalisation comptable applicable aux secteurs public et privé** : La modernisation du cadre national de normalisation comptable a pour objectif d'aligner les normes en vigueur sur les standards internationaux, afin d'améliorer la qualité, la fiabilité et la comparabilité de l'information financière produite par les acteurs publics et privés. À travers ce programme, l'État s'engage, en concertation avec les parties prenantes, à mettre en place un référentiel comptable cohérent, moderne et adapté aux exigences de la transparence, de la performance économique et de la bonne gouvernance.

1.6. Programme Gestion de la Dette Publique

Le programme Gestion de la Dette Publique est piloté par la Direction de la Dette Publique. Ce programme est chargé de l'élaboration de la politique d'endettement, de la formulation de la politique d'émission et du suivi de leur mise en œuvre et d'assurer la gestion de toute la dette publique.

Le Programme Gestion de la Dette Publique vise principalement l'atteinte des objectifs suivants :

i. **Améliorer la gestion des couts et des risques de la dette publique ;**
ii. **Développement du marché domestique ;**
iii. **Atténuer les risques de refinancement du taux de change et du taux d'intérêt.**

1.7. Programme Inspection, Contrôle et Audit

Le programme Inspection, Contrôle et Audit est piloté par l'Inspection Général des Finances. Ce programme exerce sur place et sur pièces les pouvoirs de contrôle dévolus au Ministère des Finances au niveau de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics, des sociétés à capitaux publique et de tout organisme recevant un concours financier de l'Etat ou exerçant une mission d'intérêt public.
Les objectifs du programme Inspection, Contrôle et Audit sont les suivants :

i. **Assurer une organisation efficace et cohérente des missions de contrôle de l'IGF afin de garantir une meilleure couverture des structures publiques ;**
ii. **Renforcer la régularité et la conformité des opérations financières publiques ;**
iii. **Améliorer la performance et l'efficience de la dépense publique ;**
iv. **Renforcer l'impact des missions de contrôle par la mise en œuvre effective des recommandations;**
v. **Évaluer les réformes des finances publiques et sécuriser leur mise en œuvre par une expertise interne.**

2. Elaboration du CDMT-m du ministère

La méthode adoptée pour l'élaboration du présent CDMT-m consiste à élaborer d'abord le CDMT-m tendanciel pour la période (N+1, N+3), qui traduit le niveau des dépenses à politique inchangée, puis dans un deuxième temps prendre en considération les initiatives nouvelles pouvant contribuer à l'atteinte des objectifs de chaque programme.

2.1. CDMT-m Tendanciel

Le CDMT-tendanciel reconduit les dépenses de l'année précédente selon leurs trajectoires nominales en les ventilant par programme, action et partie budgétaire Ainsi, seules les initiatives nouvelles (économies et mesures nouvelles) clairement justifiées devraient normalement faire l'objet de l'arbitrage.

Les tableaux récapitulatifs suivants décrivent le CDMT-m 2027-2029 tendanciel par programme, action et partie budgétaire.

Tableau 2: CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par : Programme / Action / Partie budgétaire

	2026		2027		2028		2029	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
SUPPORT	**255 160 000**	**155 001 285**	**-**	**123 081 285**	**-**	**97 161 285**	**-**	**97 161 285**
Contrôle et suivi	**-**	**1 694 537**	**-**	**1 694 537**	**-**	**1 694 537**	**-**	**1 694 537**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	1 694 537	-	1 694 537	-	1 694 537	-	1 694 537
Coordination administrative	**-**	**81 288 536**	**-**	**81 288 536**	**-**	**81 288 536**	**-**	**81 288 536**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	55 679 878	-	55 679 878	-	55 679 878	-	55 679 878
Subventions et transferts courants	-	25 608 658	-	25 608 658	-	25 608 658	-	25 608 658
Pilotage, appui et modernisation de l'Administration	**255 160 000**	**72 018 212**	**-**	**40 098 212**	**-**	**14 178 212**	**-**	**14 178 212**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	8 178 212	-	8 178 212	-	14 178 212	-	14 178 212
Dépenses d'investissement	255 160 000	63 840 000	-	31 920 000	-	-	-	-
DOUANES	**284 000 000**	**311 078 084**	**-**	**139 353 123**	**-**	**230 321 482**	**-**	**235 475 056**
Mobilisation des recettes douanières	**250 000 000**	**190 363 080**	**-**	**50 000 000**	**-**	**50 000 000**	**-**	**50 000 000**
Autres dépenses	-	40 000 000	-	50 000 000	-	50 000 000	-	50 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	363 080	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	250 000 000	150 000 000	-	-	-	-	-	-
Pilotage, appui et modernisation de l'administration douanière	**-**	**68 136 601**	**-**	**70 161 633**	**-**	**100 458 290**	**-**	**114 896 788**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	60 756 663	-	62 761 633	-	64 958 290	-	67 296 788
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	28 000 000	-	40 000 000
Subventions et transferts courants	-	7 379 938	-	7 400 000	-	7 500 000	-	7 600 000
Surveillance et sécurité commerciale	**34 000 000**	**52 578 403**	**-**	**19 191 490**	**-**	**79 863 192**	**-**	**70 578 267**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	18 578 403	-	19 191 490	-	19 863 192	-	20 578 267
Dépenses d'investissement	34 000 000	34 000 000	-	-	-	60 000 000	-	50 000 000
TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE	**14 000 000**	**66 134 547**	**15 000 000**	**67 134 547**	**-**	**71 634 547**	**-**	**71 634 547**
Exécution du budget de l'Etat et des collectivités territoriales	**-**	**450 530**	**-**	**464 373**	**-**	**964 373**	**-**	**964 373**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	450 530	-	464 373	-	964 373	-	964 373
Modernisation du réseau comptable et renforcement du système d'information	**-**	**5 061 075**	**-**	**4 785 224**	**-**	**4 785 224**	**-**	**4 785 224**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	5 061 075	-	4 785 224	-	4 785 224	-	4 785 224
Pilotage, appui et développement de l'administration du trésor public	**-**	**56 622 942**	**-**	**56 884 950**	**-**	**59 384 950**	**-**	**59 384 950**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	56 456 217	-	56 718 225	-	59 218 225	-	59 218 225
Subventions et transferts courants	-	166 725	-	166 725	-	166 725	-	166 725
Production, fiabilisation des comptes et gestion de la trésorerie	**14 000 000**	**4 000 000**	**15 000 000**	**5 000 000**	**-**	**6 500 000**	**-**	**6 500 000**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	-	-		-	1 500 000	-	1 500 000

Dépenses d'investissement	14 000 000	4 000 000	15 000 000	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000
FISCALITÉ	**12 000 000**	**46 341 984**	**-**	**47 673 269**	**-**	**43 131 834**	**-**	**44 684 580**
Pilotage, appui et modernisation de l'administration fiscale	**12 000 000**	**8 634 019**	**-**	**8 720 942**	**-**	**2 816 175**	**-**	**2 917 557**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	2 634 019	-	2 720 942	-	2 816 175	-	2 917 557
Dépenses d'investissement	12 000 000	6 000 000	-	6 000 000	-	-	-	-
Suivi et contrôle des dossiers fiscaux	**-**	**37 707 965**	**-**	**38 952 328**	**-**	**40 315 659**	**-**	**41 767 023**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	37 707 965	-	38 952 328	-	40 315 659	-	41 767 023
BUDGET ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**2 227 000 000**	**348 120 637**	**1 345 039 686**	**364 250 143**	**-**	**239 015 093**	**-**	**239 833 123**
Contrôle et suivi de l'exécution budgétaire	**-**	**2 529 120**	**-**	**2 529 120**	**-**	**2 529 120**	**-**	**2 529 120**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	2 529 120	-	2 529 120	-	2 529 120	-	2 529 120
Pilotage, appui et modernisation du système d'information budgétaire	**-**	**10 633 301**	**-**	**10 633 301**	**-**	**10 633 301**	**-**	**10 633 301**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	10 633 301	-	10 633 301	-	10 633 301	-	10 633 301
Programmation Budgétaire	**1 927 000 000**	**278 330 237**	**1 208 000 000**	**211 333 334**	**-**	**211 333 334**	**-**	**211 333 334**
Dépenses d'investissement	1 927 000 000	278 330 237	1 208 000 000	211 333 334	-	211 333 334	-	211 333 334
Tutelle Financière	**300 000 000**	**56 627 979**	**137 039 686**	**139 754 388**	**-**	**14 519 338**	**-**	**15 337 368**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	2 627 979	-	2 714 702		14 519 338		15 337 368
Dépenses d'investissement	300 000 000	54 000 000	137 039 686	137 039 686	-	-	-	-
Gestion de la Dette Publique	**-**	**8 068 283**	**-**	**8 068 283**	**-**	**20 459 367**	**-**	**20 459 367**
Actualiser et mettre en œuvre la Stratégie de la dette à moyen terme (SDMT)	**-**	**8 068 283**	**-**	**8 068 283**	**-**	**8 068 283**	**-**	**8 068 283**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	8 068 283	-	8 068 283	-	8 068 283	-	8 068 283
Perfectionner la présentation des rapports et des analyses	**-**	**-**	**-**		**-**	**2 200 000**	**-**	**2 200 000**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	-	-		-	2 200 000	-	2 200 000
Renover les pratiques d'enregistrement et de validation de la dette	**-**	**-**	**-**		**-**	**10 191 084**	**-**	**10 191 084**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	-	-		-	10 191 084	-	10 191 084
Inspection, Contrôle et Audit	**-**	**15 836 695**	**-**	**15 063 792**	**-**	**17 572 775**	**-**	**18 061 395**
Audit, Inspection et conseils	**-**	**2 558 654**	**-**	**2 643 090**	**-**	**3 615 348**	**-**	**3 745 501**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	2 558 654	-	2 643 090	-	3 615 348	-	3 745 501
Coordination du contrôle des structures de l'État	**-**	**8 819 266**	**-**	**7 870 702**	**-**	**8 146 177**	**-**	**8 439 439**
Autres dépenses	-	1 200 000	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	7 619 266	-	7 870 702	-	8 146 177	-	8 439 439
Suivi et évaluation des réformes des finances publiques	**-**	**4 458 775**	**-**	**4 550 000**	**-**	**5 811 250**	**-**	**5 876 455**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	4 458 775	-	4 550 000	-	5 811 250	-	5 876 455

2.2. Les initiatives nouvelles

Les initiatives nouvelles et les économies par rapport à la ligne de référence doivent refléter parfaitement les efforts menés par le responsable de programme afin d'atteindre les objectifs globaux du programme. La partie suivante décrit les initiatives nouvelles (activités nouvelles) qui pourraient contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques tracés par les différents programmes du Ministère des Finances.

2.2.1. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Support

Tableau 3: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Support (2027-2029)

Actions	Libelle de l'Activité	Moyens	Couts MRU		
			2027	2028	2029
Pilotage, appui et modernisation de l'Administration	Renforcement des capacités	Cellule formations en finances publiques C2FP	6 000 000	6 000 000	6 000 000

2.2.2. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Douanes

Tableau 4: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Douanes (2027-2029)

Actions	Libelle de l'Activité	Moyens	Couts MRU		
			2027	2028	2029
Pilotage, appui et modernisation de l'Administration	Gestion administrative et financière des douanes	Réhabilitation des bâtiments administratifs	5 000 000	28 000 000	40 000 000
	Formation initiale des nouvelles recrues	Frais versés aux écoles de Formation	6 220 000	0	0
Surveillance et sécurité commerciale	Acquisition de véhicules 4*4 de Type Pick-Up	Acquisition de véhicules 4*4 de Type Pick-Up	50 000 000	50 000 000	50 000 000
	Acquisition des vedettes fluviales	Acquisition des vedettes fluviales	20 000 000	10 000 000	0

2.2.3.Les initiatives nouvelles proposées par le programme Trésor et Comptabilité Publique

Tableau 5: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Trésor et comptabilité publique (2027-2029)

Actions	Libelle de l'Activité	Moyens	Couts MRU		
			2027	2028	2029
Pilotage, appui et développement de l'administration du trésor public	Pilotage et gestion administrative de l'administration centrale et des DCM/ PforR	Extension et Développement de modules complémentaires sur ARKAM	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	Appui à la dématérialisation et modernisation de l'administration/ PforR	Acquisition des licences fortigate	500 000	500 000	500 000
Production, fiabilisation des comptes et gestion de la trésorerie	Production des données d'exécution financières fiable et disponibles/ PforR	Elaboration des Etats Financiers	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Exécution du budget de l'Etat et des collectivités territoriales	Gestion administrative et Financière de la Direction Régionale à NDB	Réseau comptable déconcentré de la DGTCP	500 000	500 000	500 000

2.2.4.Les initiatives nouvelles proposées par le programme Fiscalité

Tableau 6: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Fiscalité (2027-2029)

Actions	Libellé de l'activité	Moyens	2027	2028	2029
			Coût (MRU)		
Pilotage, appui et modernisation de l'administration fiscale	Gestion administrative	Etude architecturale du nouveau siège de la DGI	10 000 000	0	0

2.2.5.Les initiatives nouvelles proposées par le programme Budget et Gouvernance des Entreprises publiques

Actions	Libellé de l'activité	Moyens	2027	2028	2029
			Coût (MRU)		
Tutelle Financière	Extension et équipement DGTF	Equipements pour les nouveaux postes de Travail	11 292 021	11 709 621	12 426 501

2.2.6.Les initiatives nouvelles proposées par le programme Gestion de la Dette publique

Tableau 7: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Gestion de la dette publique (2027-2029)

Actions	Libellé de l'activité	Moyens	2027	2028	2029
			Coût (MRU)		
Perfectionner la présentation des rapports et des analyses	Analyse, reporting et diffusion de l'information sur la dette	Analyse, reporting et diffusion de l'information sur la dette	2 200 000	2 200 000	2 200 000
Rénover les pratiques d'enregistrement et de validation de la dette	fiabilisation et contrôle des données de la dette	fiabilisation et contrôle des données de la dette	1 800 000	1 800 000	1 800 000
	modernisation de l'enregistrement et de la validation de la dette	modernisation de l'enregistrement et de la validation de la dette	8 391 084	8 391 084	8 391 084

2.2.7.Les initiatives nouvelles proposées par le programme Inspection, Contrôle et Audit

Tableau 8: Les initiatives nouvelles proposées par le programme Inspection, Contrôle et Audit (2027-2029)

Actions	Libellé de l'activité	Moyens	2027	2028	2029
			Coût (MRU)		
Audit, inspection et conseils	Renforcement de capacité des inspecteurs de l'IGF	Renforcement de capacité des inspecteurs de l'IGF	850 000	884 000	919 360
Suivi et évaluation des reformes de finances publiques	Suivi des recommandations des missions de l'IGF	Suivi des recommandations des missions de l'IGF	1 200 000	1 248 000	1 297 920

3. CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029

Tableau 9: CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par : Programme / Action / Partie budgétaire

	2026		2027		2028		2029	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
SUPPORT	**255 160 000**	**155 001 285**	**-**	**129 081 285**	**-**	**97 161 285**	**-**	**97 161 285**
Contrôle et suivi	**-**	**1 694 537**	**-**	**1 694 537**	**-**	**1 694 537**	**-**	**1 694 537**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	1 694 537	-	1 694 537	-	1 694 537	-	1 694 537
Coordination administrative	**-**	**81 288 536**	**-**	**81 288 536**	**-**	**81 288 536**	**-**	**81 288 536**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	55 679 878	-	55 679 878	-	55 679 878	-	55 679 878
Subventions et transferts courants	-	25 608 658	-	25 608 658	-	25 608 658	-	25 608 658
Pilotage, appui et modernisation de l'Administration	**255 160 000**	**72 018 212**	**-**	**46 098 212**	**-**	**14 178 212**	**-**	**14 178 212**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	8 178 212	-	14 178 212	-	14 178 212	-	14 178 212
Dépenses d'investissement	255 160 000	63 840 000	-	31 920 000	-	-	-	-
DOUANES	**284 000 000**	**311 078 084**	**253 000 000**	**220 573 123**	**-**	**230 321 482**	**-**	**235 475 056**
Mobilisation des recettes douanières	**250 000 000**	**190 363 080**	**-**	**50 000 000**	**-**	**50 000 000**	**-**	**50 000 000**
Autres dépenses	-	40 000 000	-	50 000 000	-	50 000 000	-	50 000 000
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	363 080	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	250 000 000	150 000 000	-	-	-	-	-	-
Pilotage, appui et modernisation de l'administration douanière	**-**	**68 136 601**	**73 000 000**	**81 381 633**	**-**	**100 458 290**	**-**	**114 896 788**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	60 756 663	-	68 981 633	-	64 958 290	-	67 296 788
Dépenses d'investissement	-	-	73 000 000	5 000 000	-	28 000 000	-	40 000 000
Subventions et transferts courants	-	7 379 938	-	7 400 000	-	7 500 000	-	7 600 000
Surveillance et sécurité commerciale	**34 000 000**	**52 578 403**	**180 000 000**	**89 191 490**	**-**	**79 863 192**	**-**	**70 578 267**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	18 578 403	-	19 191 490	-	19 863 192	-	20 578 267
Dépenses d'investissement	34 000 000	34 000 000	180 000 000	70 000 000	-	60 000 000	-	50 000 000
TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE	**14 000 000**	**66 134 547**	**15 000 000**	**71 634 547**	**-**	**71 634 547**	**-**	**71 634 547**
Exécution du budget de l'Etat et des collectivités territoriales	**-**	**450 530**	**-**	**964 373**	**-**	**964 373**	**-**	**964 373**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	450 530	-	964 373	-	964 373	-	964 373
Modernisation du réseau comptable et renforcement du système d'information	**-**	**5 061 075**	**-**	**4 785 224**	**-**	**4 785 224**	**-**	**4 785 224**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	5 061 075	-	4 785 224	-	4 785 224	-	4 785 224
Pilotage, appui et développement de l'administration du trésor public	**-**	**56 622 942**	**-**	**59 384 950**	**-**	**59 384 950**	**-**	**59 384 950**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	56 456 217	-	59 218 225	-	59 218 225	-	59 218 225

Subventions et transferts courants	-	166 725	-	166 725	-	166 725	-	166 725
Production, fiabilisation des comptes et gestion de la trésorerie	**14 000 000**	**4 000 000**	**15 000 000**	**6 500 000**	**-**	**6 500 000**	**-**	**6 500 000**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	-	-	1 500 000	-	1 500 000	-	1 500 000
Dépenses d'investissement	14 000 000	4 000 000	15 000 000	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000
FISCALITÉ	**12 000 000**	**46 341 984**	**10 000 000**	**57 673 269**	**-**	**43 131 834**	**-**	**44 684 580**
Pilotage, appui et modernisation de l'administration fiscale	**12 000 000**	**8 634 019**	**10 000 000**	**18 720 942**	**-**	**2 816 175**	**-**	**2 917 557**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	2 634 019	-	2 720 942	-	2 816 175	-	2 917 557
Dépenses d'investissement	12 000 000	6 000 000	10 000 000	16 000 000	-	-	-	-
Suivi et contrôle des dossiers fiscaux	**-**	**37 707 965**	**-**	**38 952 328**	**-**	**40 315 659**	**-**	**41 767 023**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	37 707 965	-	38 952 328	-	40 315 659	-	41 767 023
BUDGET ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**2 227 000 000**	**348 120 637**	**1 345 039 686**	**375 542 164**	**-**	**239 015 093**	**-**	**239 833 123**
Contrôle et suivi de l'exécution budgétaire	**-**	**2 529 120**	**-**	**2 529 120**	**-**	**2 529 120**	**-**	**2 529 120**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	2 529 120	-	2 529 120	-	2 529 120	-	2 529 120
Pilotage, appui et modernisation du système d'information budgétaire	**-**	**10 633 301**	**-**	**10 633 301**	**-**	**10 633 301**	**-**	**10 633 301**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	10 633 301	-	10 633 301	-	10 633 301	-	10 633 301
Programmation Budgétaire	**1 927 000 000**	**278 330 237**	**1 208 000 000**	**211 333 334**	**-**	**211 333 334**	**-**	**211 333 334**
Dépenses d'investissement	1 927 000 000	278 330 237	1 208 000 000	211 333 334	-	211 333 334	-	211 333 334
Tutelle Financière	**300 000 000**	**56 627 979**	**137 039 686**	**151 046 409**	**-**	**14 519 338**	**-**	**15 337 368**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	2 627 979	-	14 006 723		14 519 338		15 337 368
Dépenses d'investissement	300 000 000	54 000 000	137 039 686	137 039 686	-	-	-	-
Gestion de la Dette Publique	**-**	**8 068 283**	**-**	**20 459 367**	**-**	**20 459 367**	**-**	**20 459 367**
Actualiser et mettre en œuvre la Stratégie de la dette à moyen terme (SDMT)	**-**	**8 068 283**	**-**	**8 068 283**	**-**	**8 068 283**	**-**	**8 068 283**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	8 068 283	-	8 068 283	-	8 068 283	-	8 068 283
Perfectionner la présentation des rapports et des analyses	**-**	**-**	**-**	**2 200 000**	**-**	**2 200 000**	**-**	**2 200 000**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	-	-	2 200 000	-	2 200 000	-	2 200 000
Renover les pratiques d'enregistrement et de validation de la dette	**-**	**-**	**-**	**10 191 084**	**-**	**10 191 084**	**-**	**10 191 084**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	-	-	10 191 084	-	10 191 084	-	10 191 084
Inspection, Contrôle et Audit	**-**	**15 836 695**	**-**	**17 113 792**	**-**	**17 572 775**	**-**	**18 061 395**
Audit, Inspection et conseils	**-**	**2 558 654**	**-**	**3 493 090**	**-**	**3 615 348**	**-**	**3 745 501**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	2 558 654	-	3 493 090	-	3 615 348	-	3 745 501
Coordination du contrôle des structures de l'État	**-**	**8 819 266**	**-**	**7 870 702**	**-**	**8 146 177**	**-**	**8 439 439**
Autres dépenses	-	1 200 000	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	7 619 266	-	7 870 702	-	8 146 177	-	8 439 439
Suivi et évaluation des réformes des finances publiques	**-**	**4 458 775**	**-**	**5 750 000**	**-**	**5 811 250**	**-**	**5 876 455**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	-	4 458 775	-	5 750 000	-	5 811 250	-	5 876 455

Tableau 10: CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par Programme

	2026		2027		2028		2029	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP	CE	CP
SUPPORT	255 160 000	155 001 285	-	129 081 285	-	97 161 285	-	97 161 285
DOUANES	284 000 000	311 078 084	253 000 000	220 573 123	-	230 321 482	-	235 475 056
TRESOR ET COMPTABILITE PUBLIQUE	14 000 000	66 134 547	15 000 000	71 634 547	-	71 634 547	-	71 634 547
FISCALITÉ	12 000 000	46 341 984	10 000 000	57 673 269	-	43 131 834	-	44 684 580
BUDGET ET GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2 227 000 000	348 120 637	1 345 039 686	375 542 164	-	239 015 093	-	239 833 123
Gestion de la Dette Publique	-	8 068 283	-	20 459 367	-	20 459 367	-	20 459 367
Inspection, Contrôle et Audit	-	15 836 695	-	17 113 792	-	17 572 775	-	18 061 395
TOTAL Ministère (Hors Dépenses du personnel)	2 792 160 000	950 581 515	1 623 039 686	892 077 548	-	719 296 383	-	727 309 352
Enveloppe DPBMT (Hors Dépenses du personnel)			2 371 000 000	838 790 959		718 866 101		725 570 089